

**Union européenne - Syrie -
Prorogation d'un an des sanctions à
l'encontre du régime - Communiqué
de presse du Conseil de l'Union
européenne**

(Bruxelles, 29 mai 2017)

Le 29 mai 2017, le Conseil a prorogé les mesures restrictives prises par l'UE à l'encontre du régime syrien jusqu'au 1er juin 2018. Cette décision est conforme à la stratégie de l'UE à l'égard de la Syrie, selon laquelle l'UE maintiendra ses mesures restrictives contre le régime syrien et ses soutiens tant que la répression à l'encontre des civils se poursuivra.

Dans le même temps, le conseil a ajouté trois ministres du gouvernement syrien sur la liste des personnes visées par des mesures restrictives et a mis à jour les informations relatives à certaines personnes et entités figurant sur la liste. Celle-ci comprend désormais 240 personnes et 67 entités visées par une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE et à un gel de leurs avoirs eu égard à la répression violente exercée à l'encontre de la population civile en Syrie.

Les sanctions actuellement en vigueur à l'encontre de la Syrie comprennent un embargo pétrolier, des restrictions frappant certains investissements, un gel des avoirs détenus par la banque centrale syrienne dans l'UE et des restrictions frappant les exportations d'équipements et de technologies susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne, ainsi que d'équipements et de technologies destinés à surveiller ou intercepter les communications Internet ou les communications téléphoniques.

L'UE reste déterminée à trouver une solution politique durable au conflit en Syrie dans le cadre existant mis en place par les Nations unies. Ainsi qu'il est indiqué dans la stratégie qu'elle a adoptée à l'égard de la Syrie en avril 2017, l'UE est convaincue qu'il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit et soutient résolument le travail réalisé par l'envoyé spécial des Nations unies ainsi que les pourparlers intra-syriens menés à Genève.

En tant que principal donateur dans le cadre de l'action menée par la communauté internationale en réponse à la crise syrienne, avec plus de 9,4 milliards d'euros affectés collectivement avec ses États membres à l'aide humanitaire et au développement depuis le début du conflit, l'UE continue de soutenir la fourniture d'une aide humanitaire à tous les Syriens, y compris ceux qui vivent dans des zones assiégées ou difficiles d'accès.

L'UE ne sera disposée à contribuer à la reconstruction de la Syrie que lorsqu'une transition politique globale, véritable et inclusive, négociée par les parties syriennes au conflit sur la base de la résolution 2254 (2015) du conseil de sécurité des Nations unies et du communiqué de Genève de 2012, aura réellement été amorcée.

Les actes juridiques seront publiés au Journal officiel le 30 mai 2017./.